

Martigny, le 12 août 2015

*Aux rédactions, aux rédactrices et rédacteurs en chef, aux journalistes de médias romands et alémaniques*

## Formation des enseignants à la traîne

Entre la proposition de l'UDC de former les enseignants avec un simple apprentissage, l'engagement de n'importe qui pour faire face à des pénuries, le plafonnement du bachelor HEP à six semestres, la menace de réduction d'une année pour la formation genevoise, l'abâtardissement des Sciences de l'éducation, les exigences différentes des instituts de formation pour l'obtention de diplômes équivalents et l'idée populiste que chacun connaît l'école et peut faire ce métier, la société du XXI<sup>e</sup> siècle a du souci à se faire pour la qualité de la formation des enseignants.

**De tous les dossiers scolaires\*, celui de la formation des enseignants est le seul qui n'ait pas fait l'objet d'un débat sérieux en Suisse romande.**

Le SER revendique une formation initiale complète qui pourvoie les futurs enseignants des moyens de faire face aux difficultés du métier, aux besoins de la population hétérogène qui compose les classes et aux exigences du plan d'études et des attentes de la société d'aujourd'hui.

Une articulation théorie–pratique conséquente doit caractériser les années de la formation initiale et mobiliser les enseignants en place, les équipes d'établissements et la recherche.

**La formation des enseignants doit être à la hauteur des défis que l'école est appelée à relever et sa réussite est l'affaire de tous. Le SER demande à la CIIP d'agir et d'organiser, à l'instar du dossier des langues, des Etats généraux sur la formation.**

Syndicat des enseignants romands

\* Dossiers devant faire l'objet d'une réglementation contraignante pour les cantons selon la Convention scolaire romande.

Contacts :

- Georges Pasquier, président : [president@le-ser.ch](mailto:president@le-ser.ch) ; 078 686 68 12
- Jean-Marc Haller, secrétaire général : [sg@le-ser.ch](mailto:sg@le-ser.ch) ; 076 441 99 14

13.08.2015

## L'insuffisance de la formation des enseignants dénoncée

Enseignement | Le Syndicat des enseignants romands veut un débat de fond sur la formation des enseignants.



Il arrive que les autorités fassent appel à des personnes dépourvues de toute formation pédagogique. Image: Archives/Keystone

A la veille de la rentrée scolaire, le Syndicat des enseignants romands (SER) dénonce une formation «à la traîne» des enseignants. Il demande à la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP) l'organisation d'Etats généraux sur le sujet.

«En Suisse romande, il y a eu un magnifique travail d'harmonisation avec la Convention scolaire romande et le Plan d'études romand. La formation des enseignants n'a en revanche pas suivi», a expliqué Georges Pasquier, président du SER mercredi 12 août devant la presse à Lausanne.

Les neuf associations romandes qui composent le SER demandent, à l'instar du dossier sur les langues, un débat de fond pour les 20 ans à venir. «On interpelle la CIIP en tant qu'employeur: va-t-elle embaucher des gens mal formés pour s'occuper des 150'000 élèves romands?», a questionné M.Pasquier.

### **Plus de vision d'ensemble**

Le syndicat déplore plusieurs insuffisances. Au niveau primaire, le plafonnement du bachelor à six semestres pose problème. La décision de limiter cette formation à trois ans oblige les Hautes écoles pédagogiques (HEP) à renoncer à former les étudiants dans certaines branches et à les «saupoudrer» de formations complémentaires.

Une durée de formation aussi brève est un anachronisme spécifiquement suisse. Il faudrait au moins une année supplémentaire. La très grande majorité des pays ont instauré des formations de quatre ans et plus, note-t-il.

On forme ainsi progressivement des semi-généralistes qui n'ont plus de vision d'ensemble, regrette le président. Ils ne maîtrisent plus l'ensemble du cursus, donc le développement global de l'élève.

### **Questions d'économie**

Au niveau secondaire, ce n'est pas mieux. Les enseignants se voient de plus en plus fréquemment attribuer des heures pour des branches dans lesquelles ils n'ont pas été formés. Plus grave encore, il arrive que les autorités fassent appel à des personnes dépourvues de toute formation pédagogique.

Un enseignant en maths/sciences peut ainsi être sollicité pour donner des cours d'histoire, afin de combler un trou. «On est en train d'affaiblir la formation pour des questions d'économies», souligne Jean-Marc Haller.

Le secrétaire général du SER cite l'exemple de la HEP BEJUNE commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel. Entre 2009 et 2015, le nombre d'étudiants a augmenté de plus de 50%, alors que le budget a baissé de 12%.

### **Enseignement spécialisé**

Alors que la considération de la profession se disloque, et que le métier se complique, les enseignants doivent répondre à de nouveaux besoins. Notamment l'intégration d'élèves en difficulté ou en situation de handicap dans les classes, et ce sans avoir reçu de formation adéquate.

«La formation d'enseignant spécialisé, c'est normalement 90 à 120 crédits. Aujourd'hui, on en saupoudre un peu dans la formation, c'est se moquer», note M. Haller.

### **Canari mieux loti**

Entre la proposition de l'UDC de former les enseignants avec un simple apprentissage, l'engagement de n'importe qui pour faire face à des pénuries, la menace d'une réduction d'une année de la formation genevoise, la société du 21e siècle a du souci à se faire sur la qualité de ses enseignants, estime le syndicat.

Le SER demande donc une formation initiale de haut niveau et un vrai statut de généraliste pour les deux premiers cycles. L'organisation du travail scolaire doit aussi être revue dans l'optique du partage et non de la division du travail.

«Le vétérinaire que vous appelez au chevet de votre canari fait beaucoup plus d'études (dix semestres) qu'un enseignant. Un enfant vaut-il moins qu'un canari?», a résumé M.Haller, revenant sur une citation du psychologue et enseignant Jacques-André Tschoumy.

### **Aussi Outre-Sarine**

Outre-Sarine, les économies sont aussi le maître-mot. Comme annoncé récemment dans les médias, 250 millions y ont été économisés sur l'école en 2013 et 131 millions sont prévus jusqu'en 2018. M. Haller souligne que le phénomène, objet de la conférence de presse du SER en 2014, est pire en Suisse romande. L'an dernier, tous les cantons ont économisé, sauf Vaud, rappelle-t-il.

Suite à un rapport statistique publié en 2014, les Alémaniques se sont rendus compte qu'ils payaient beaucoup plus que les Romands. Ils réduisent donc leur budget. «C'est la politique du nivellement par le bas», déplore M.Haller (ats/Newsnet)

13.08.2015

## Les enseignants pas assez formés



**Le syndicat des enseignants romands milite pour quatre ans de HEP au lieu de trois. Ce n'est cependant pas la volonté des syndicalistes valaisans.**

*"Tout commence par un bon enseignant."* Les représentants cantonaux du Syndicat des enseignants romands (SER) portaient tous un badge arborant cette phrase hier lors de leur traditionnelle conférence de presse à l'aube de la rentrée scolaire. Le syndicat voulait ainsi imager sa volonté de tirer la sonnette d'alarme à propos de la formation des enseignants. Une formation qui n'est plus à la hauteur, selon le SER. *" Nous constatons même qu'en Suisse romande, il y a eu des engagements de personnes qui n'ont pas eu la meilleure formation" , a justifié Georges Pasquier, le président du syndicat.*

### **Trois ans de HEP, c'est trop court**

La formation dispensée par les HEP de Romandie pour les enseignants d'enfantine et primaire, d'une durée actuelle de trois ans, n'est pas assez longue pour les syndicalistes. *"Nous sommes le seul pays en Europe à avoir gardé une formation de trois ans; les autres pays ont un bachelor sur quatre ans, voire plus. Nous revendiquons une formation généraliste des enseignants"* , a précisé Georges Pasquier. Tous les membres du syndicat romand sont favorables à cette augmentation d'un an à la HEP, sauf les représentants valaisans qui sont satisfaits de l'enseignement dispensé par la HEP Valais. *"Mais nous comprenons les soucis de nos collègues romands. Leurs conditions ne sont pas les mêmes que les nôtres"* , a expliqué en aparté Olivier Solioz, le président de la Société pédagogique valaisanne (voir encadré).

Le syndicat des enseignants romands s'inquiète des formations spécialisées dispensées aujourd'hui par les HEP au lieu d'offrir des formations pour toutes les branches. " *Pour combler les manques, les instituts disent fournir aux enseignants des "boîtes à outils" pour s'en sortir dans des domaines pour lesquels ils n'ont pas été formés!*" s'est insurgé le président. Il a également déploré le fait que la formation continue soit en rade.

### **Les écoliers victimes**

Résultat, la qualité de l'enseignement dispensé ensuite aux écoliers est péjorée. " *Jacques-André Tschoumy, ancien directeur de l'Institut romand de recherches et de documentation pédagogiques, disait: "Le vétérinaire que vous appelez aux soins de votre canari a suivi une dizaine de semestres d'études universitaires. Pendant combien de temps encore le soin d'un canari va-t-il postuler plus de compétences que le soin des enfants?" C'est tellement vrai. Un enfant vaut-il moins qu'un canari?"* a noté Georges Pasquier.

### **La balle dans le camp des chefs de départements**

Le syndicat demande à la Conférence des chefs de département de l'instruction publique (CIIP) d'organiser des états généraux pour débattre de la formation des enseignants au niveau romand. " *Nous avons demandé la même chose pour les langues et avons été écoutés, puisque la CIIP a édicté de nouvelles règles concernant l'enseignement des langues*" , a rappelé Jean-Marc Haller, vice-président du SER.

**SUISSE-UE** Jacques de Watteville négociateur en chef **PAGE 13**

# L'EXPRESS

FEUILLE D'AVIS DE NEUCHÂTEL, FONDÉ LE 2 OCTOBRE 1738



**CHANSON**  
Renaud  
& Co,  
l'éternel  
retour  
**PAGE 9**

ARCHIVES DAVID MARCHON

**JEUDI 13 AOÛT 2015** | www.arcinfo.ch | N° 185 | CHF 2.50 | J.A. - 2002 NEUCHÂTEL

# La formation des enseignants romands à revoir à la hausse

**CONSTAT** Pour le Syndicat des enseignants romands, la formation est le seul objet qui n'a pas suscité une discussion sérieuse dans le cadre de l'harmonisation scolaire.

**DURÉE** Alors que le temps de formation pour un enseignant du primaire est de quatre ans ou plus en Europe, il n'est que de trois ans en Suisse romande, sauf à Genève.

**REVENDEICATION** Le syndicat demande aux cantons d'organiser des états généraux. Objectif? Améliorer la formation pour répondre aux nouveaux défis de l'école. **PAGE 14**



**ÉCOLE** Le Syndicat des enseignants romands réclame des états généraux. L'harmonisation scolaire entraîne des nouveaux défis pour la profession. Mais elle n'a pas les outils pour y répondre.

## Formation des enseignants à la traîne

LAUSANNE  
DANIEL DROZ

«Les enfants méritent des enseignants qui soient bien formés.» Le Syndicat des enseignants romands, le SER, tire la sonnette d'alarme. Si l'harmonisation scolaire bat son plein en Suisse romande, «la formation n'a fait l'objet d'aucune discussion sérieuse», a dit son président Georges Pasquier, hier, à Lausanne. Et de réclamer des états généraux sur le sujet à la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin.

«Nous sommes en train d'affaiblir la qualité de la formation aux dépens de nos élèves», renchérit Jean-Marc Haller, secrétaire général du SER. «Tout ça pour des questions d'économies. Le budget de la HEP Bejune (réd: la Haute Ecole pédagogique des cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel) illustre parfaitement ce qui se passe en Suisse romande, à l'exception de la HEP Vaud. Entre 2009 et 2015, le nombre d'étudiants a augmenté de plus de 40%, le budget a diminué de 12 pour cent. On fait des coupes dans la formation des enseignants.»



Le secrétaire général du Syndicat des enseignants romands Jean-Marc Haller (à gauche) et le président Georges Pasquier déplorent que la formation des enseignants fasse l'objet d'économies budgétaires. Ils veulent en discuter avec les cantons. KEYSTONE

### Durée insuffisante

Outre le manque de moyens financiers, la durée de la formation est jugée insuffisante. Pour le primaire, elle est de trois ans. «Ça fait plusieurs années que les Hautes Ecoles pédagogiques disent qu'elles ne peuvent pas former un enseignant généraliste en trois ans. Dans l'ensemble de l'Europe, c'est quatre ans ou plus», souligne Georges Pasquier. En Suisse romande, Genève fait exception avec une formation de quatre ans. Mais une motion est pendante devant le Parlement cantonal pour la raccourcir.

La trop courte durée de formation, aux yeux du SER, a des conséquences. «Au moment où les gens ne sont plus vraiment généralistes, on distribue le travail plutôt que d'avoir des généralistes qui sont formés et qui partagent le travail», estime le président du

## « Les conseillers d'Etat ont juré que l'école inclusive n'augmenterait pas les coûts. C'est faux. »

JEAN-MARC HALLER SYNDICAT DES ENSEIGNANTS ROMANDS

SER. «Une des conséquences est que les enseignants n'ont plus accès à un certain nombre de branches», ajoute Pierre Graber, président du Syndicat autonome des enseignants neuchâtelois. «Ils n'ont plus une vision de l'ensemble de la classe, de la progression des enfants. C'est une sorte de secondarisation du primaire.»

Dans le secondaire, «l'attribution à un enseignant d'heures dans des disciplines où il n'est pas

formé est plus que fréquente et tend à devenir une pratique ordinaire», regrette le syndicat. Ainsi, en raison d'une pénurie, des enseignants de maths vont donner des cours de sciences. Ou vice-versa. Sans oublier les profs de gym qui vont donner un coup de main dans le primaire.

Ce n'est pas tout. Aujourd'hui, avec l'harmonisation sur le plan romand, l'école se veut inclu-

sive. Dans ce cadre, les enfants à besoins éducatifs spécifiques devraient être intégrés autant que possible dans l'école ordinaire. «Le politique s'est piégé. Les conseillers d'Etat ont juré que l'école inclusive n'augmenterait pas les coûts. C'est faux», relève Jean-Marc Haller. Seul le Jura fait exception. Il a chiffré à la hausse le prix de cette intégration.

### «Kit de survie»

De leur côté, les enseignants ne sont pas suffisamment armés pour répondre à des cas difficiles. Une tâche généralement confiée à un enseignant spécialisé. Une formation qui fait normalement suite à celle de base. «Je serai heureux lorsque tous les enseignants seront devenus des enseignants spécialisés», affirme Georges Pasquier. C'est loin d'être le cas. D'où, selon le syndi-

cat, l'utilisation de plus en plus répandue d'une «boîte à outils», «un petit set d'enseignement spécialisé dans leur formation, une sorte de 'kit de survie'».

Le tableau n'est pas complet. On pourrait aussi parler des pressions politiques, «du comportement clientéliste de la part des parents», de la considération de la profession mise à mal, de la formation continue «en rade», de la logique des «trous à boucher», etc.

Et l'enseignant dans tout ça? «Chaque enseignant a une conscience professionnelle», relève Josy Stolz, coprésidente du syndicat des enseignants du Jura bernois. «Il va travailler dans les domaines où il est le moins à l'aise. Pendant les vacances aussi. Il y a une surcharge de travail qui n'est jamais vue et reconnue, une pénibilité qui s'accroît.» ●



Jeudi 13 Août, 2015

## Les enseignants romands réclament «le master pour tous»

➤ **Rentrée** Les autorités rejettent les revendications syndicales

Trois ans ne suffisent pas pour former des enseignants primaires, affirme le Syndicat des enseignants romands (SER). Lors de la conférence de presse de la rentrée, cette organisation a dénoncé une «formation à la traîne», mettant en péril la présence de véritables généralistes à l'école.

Le SER fixe comme objectif à long terme «le master pour tous les enseignants de l'école obligatoire». A court terme, il faudrait au moins une année supplémentaire. L'actuel bachelor en six semestres (seul Genève dispense une formation en quatre ans) ne permet plus de faire face aux exigences. En conséquence, on renonce à former les maîtres dans certaines branches et l'on comble les manques par des «formations bricolées» en cours d'emploi, voire des «modules alibis» pour les éléments d'enseignement spécialisé dont les maîtres ont besoin face à une population scolaire de plus en plus diverse.

Au niveau du secondaire I, ce n'est pas mieux. Selon le SER, il est «monnaie courante» que des enseignants se voient attribuer par les directeurs des branches dans lesquelles ils n'ont pas été formés. Ou pire, que l'on fasse appel à des personnes dépourvues de toute formation pédagogique.

Dénonçant le manque de réflexion d'ensemble et d'harmonisation dans ce domaine, la faïtière

des sociétés pédagogiques romandes réclame des États généraux sur la formation des maîtres.

### Tendance internationale

Recteur de la Haute Ecole pédagogique vaudoise (HEP), Guillaume Vanhulst partage les préoccupations des syndicats sur l'affaiblissement de la formation généraliste: «Nous sommes confrontés à une accumulation des attentes, à laquelle il est difficile de faire face.» A Lausanne, les enseignants primaires sont formés pour neuf branches dans leur formation de base. Ils doivent choisir deux parmi les quatre branches à option (l'anglais, les sports, la musique et les arts visuels) pour une formation complémentaire. «Mais ces formations complémentaires ont le mérite d'exister, on ne peut pas dire que nous faisons du mauvais travail», ajoute le recteur.

Le responsable de la HEP vaudoise ne conteste pas qu'il puisse arriver qu'un directeur demande à un prof de maths d'enseigner la biologie». Mais il assure que des situations de pénurie n'existent que localement et ponctuellement.

Pour Guillaume Vanhulst, la «masterisation» de la formation des enseignants est une tendance internationale qui va du nord vers le sud de l'Europe. La France et l'Allemagne ont fait le pas d'une formation en quatre ans, mais la

Suisse est en retrait. Cela s'explique par le fédéralisme: les décisions sont liées à des besoins régionaux et certains cantons maintiennent «une conception plus artisanale de l'enseignement». Mais aussi par des raisons financières. Le master pour tous aurait pour conséquence l'égalité de salaire entre enseignants, «ce qui est véritablement tabou». D'autant que nombre de cantons traversent des difficultés financières. En Suisse alémanique, des économies sont faites ou programmées pour des centaines de millions entre 2013 et 2018. Selon le SER, la HEP-BEJUNE (Berne, Jura et Neuchâtel) a vu son budget baisser de 12% depuis 2009, alors que le nombre des étudiants a augmenté de 50%. Le contexte actuel n'est donc guère favorable aux revendications des syndicats.

Ce que confirme la réaction d'Olivier Maradan, secrétaire général de la Conférence latine des directeurs de l'instruction publique (CIIP): «A l'heure actuelle, l'augmentation de la durée minimale de formation n'est pas à l'ordre du jour à l'échelle intercantonale.» Pour le degré préscolaire-primaire, la durée minimale de la formation est de trois ans, mais les cantons ont la possibilité d'en faire davantage si leur parlement l'accepte politiquement et financièrement, ajoute la CIIP.

**Yelmarc Roulet**